

Environnement | Rapport du GIEC : pour Nicolas Thierry, "il va aussi falloir se poser des questions au niveau régional"



Les 12 et 13 octobre prochains, la Nouvelle-Aquitaine organise la première édition des "48 heures nature", une manifestation centrée sur la préservation de la biodiversité. Cet événement intervient dans un contexte très particulier, après la parution des conclusions alarmistes du groupe d'expert sur l'évolution du climat dans un rapport très commenté sur l'impact de la hausse des températures. Face aux défis posés aux Etats, nous avons interrogé Nicolas Thierry (EELV), vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine en charge de l'environnement et de la biodiversité, sur les actions réelles des politiques régionales et leur nécessité d'adaptation. Il livre un constat plutôt amer mais pas dénué d'espoirs.

@qui.fr - La Région organise, les 12 et 13 octobre prochains, la première édition des 48h Nature, deux jours pour "fêter la nature et apprendre à la protéger", dans le contexte de récentes études sur la disparition de la biodiversité particulièrement alarmantes. Quelle est l'état d'esprit global de cette manifestation ?

Nicolas Thierry, vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine en charge de l'environnement et de la biodiversité - L'idée, c'est d'essayer de permettre aux citoyens d'être acteurs et de permettre aux gens de se reconnecter avec la nature physiquement. Ça passera d'abord par des "chantiers nature" : réaliser des aménagements d'abris pour les reptiles, aider les personnels des réserves naturelles ou des sites concernés à arracher des plantes envahissantes, restaurer des habitats. Ça permet de comprendre la nature qui nous entoure. Le deuxième volet de cette manifestation consistera à réaliser des inventaires participatifs. On veut que les citoyens puissent identifier des espèces pour savoir les reconnaître. Ça a aussi l'objectif de sensibiliser les gens pour qu'ils puissent à l'avenir signaler des espèces et participer à des recensements auprès de la LPO ou de d'autres associations. C'est important parce que dans un organisme comme le CNRS ou une majorité d'études scientifiques, les bases de données proviennent beaucoup d'associations et elles en collectent de plus en plus par le biais des sciences participatives. A un moment où l'on regarde de très près l'évolution de la biodiversité, ces contributions sont importantes. Les 48h seront aussi l'occasion de visiter des sites et de participer à des animations dans lesquelles on va aussi parler de géologie. Il y a un patrimoine géologique très important dans la

région qu'il faut préserver parce que c'est lui qui nous permet de comprendre comment la vie a évolué et d'en tirer des conclusions sur son évolution présente.

@qui.fr - En parallèle de cette manifestation se déroulera à Bordeaux le 13 octobre une nouvelle "marche pour le climat", qui fait suite à une première marche le 8 septembre dernier, avec en toile de fond le festival Climax. Dans le déroulé de cette marche, il est prévu, en plus d'agoras citoyennes et d'un concert, la remise du récent rapport du GIEC sur le changement climatique et la hausse globale des températures. Ce dernier est particulièrement alarmant. En tant qu'élu régional chargé de ces sujets, quel regard y portez-vous ?

N.T - D'abord, j'invite tout le monde à se rendre à cette marche. Plus la mobilisation sera importante, plus les citoyens enverront un message clair par leur nombre aux responsables politiques, plus ce sera efficace. Il faut aussi que l'on arrive à montrer que ces sujets déclenchent de vraies mobilisations citoyennes.

Le rapport du GIEC est glaçant. Il jette un éclairage très cruel. Il y a une différence considérable entre 1,5 et 2 degrés. A 1,5 degrés, l'Arctique a un été sans banquise une fois par siècle. A deux degrés, c'est une fois par décennie. Plus près de nous, les conséquences sont aussi réelles : des vagues de chaleur importantes, des phénomènes extrêmes, les ressources en eaux qui se raréfient, la biodiversité qui souffre, les villes dans lesquelles il sera de plus en plus difficile de vivre... Chaque dixième d'augmentation de température évitable sera précieux, en sachant que même en respectant l'accord de Paris, on est plus sur une tendance à trois degrés. Il va donc falloir revoir à la hausse nos ambitions. Ma crainte, c'est que tout ça n'aille pas assez vite. On est tous surpris de la vitesse à laquelle la nature est en train de changer. On a de bons outils, des solutions, mais on est en train de perdre la course de vitesse. On a une grande connaissance du climat, on sait identifier les espèces et on n'a jamais eu autant de scientifiques qui travaillent sur ces sujets qu'aujourd'hui. Si on ne fait rien, on sera terriblement coupable. On n'est pas démuni mais c'est une question de volonté. La France produit trois fois plus de richesses que dans les années 70, on sait comment mobiliser des fonds publics et où mettre l'argent. Il faut réexaminer l'ensemble de nos politiques publiques pour savoir si elles sont compatibles avec ce que disent les études sur la biodiversité. Si ce n'est pas le cas, il faudra les adapter.

"On ne peut plus subventionner des modèles dont on sait qu'ils se fracasseront dans dix ans"

@qui.fr - Justement, quels sont les principaux leviers d'évolution et d'actions politiques au niveau de la Nouvelle-Aquitaine, dont les espaces naturels constituent près de 50% du territoire ?

N.T - Au niveau régional, il va falloir aussi se poser des questions. Sur les débats autour des ressources en eau (le 26 juin dernier, la région a voté sa nouvelle stratégie régionale de l'eau), les modèles aujourd'hui à l'oeuvre viennent se fracasser sur des réalités climatiques. L'Aquitaine a déjà pris un degré de plus au vingtième siècle et on voit bien que même si on maintient à deux degrés, on aura de toute façon des périodes de sécheresse plus longues et deux fois moins d'eau l'été. Penser qu'on va pouvoir maintenir des modèles agricoles basés sur des monocultures et des cultures comme les grands champs de céréales très gourmands en eau, c'est se tromper parce que la science nous dit que ça ne sera pas possible. Nous sommes la première région agricole d'Europe. Or, l'agriculture est au carrefour des gaz à effet de serre, de la biodiversité et de la question sanitaire. Il faut amorcer un modèle agricole plus vertueux, avec des sols en bon état capable d'absorber une grande quantité de CO2 et pas usés par une agriculture industrielle. C'est aussi l'idée du plan bio qui a été développé au niveau régional.

La politique de l'eau votée en juin me semble aussi cohérente par rapport aux enjeux, mais on ne peut plus subventionner des modèles dont on sait qu'ils se fracasseront dans dix ans. On ne peut pas financer le projet de retenue d'eau dans les Deux-Sèvres. On peut financer l'irrigation agricole, mais quand on met de l'argent public, il doit y avoir une contrepartie, à savoir l'engagement sur un plan précis de transition agricole. Sinon, on n'est plus que de simples guichets et on ne fait plus de politique. Cette condition de plans de transition doit être obligatoire et rapide. Maintenant, il faut que les acteurs sur le terrain s'en saisissent. On a des financements publics et des dispositifs, c'est maintenant aux Chambres d'Agricultures, aux industriels et aux acteurs économiques de s'en emparer et commencent à amorcer une vraie transition parce que plus on attend, plus elle sera difficile à faire.

La biodiversité passe aussi par l'aménagement du territoire. On est en train de travailler, dans le cadre du SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), sur des trames vertes et bleues. Ce sont des corridors écologiques qui ne sont pas urbanisés et dans lesquelles les espèces peuvent se déplacer. On sait que 1,5 à 2 degrés supplémentaires, ça va demander aux espèces de se déplacer pour survivre. Concrètement, avec un degré de réchauffement en France, une espèce va devoir se déplacer de 200 kilomètres vers le nord pour retrouver son écosystème. Il faut donc qu'elle ait la capacité de se déplacer aussi vite et qu'elle ne rencontre pas de barrière infranchissable. Ça s'imposera aux Plans Locaux d'Urbanisme et dans les SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale). La cartographie est quasiment finalisée, on est actuellement en négociations avec les communes et les intercommunalités parce que le rôle du SRADDET sera de poser un plancher, pas de faire quelque chose de trop vertical. Ça devrait être présenté en mars 2019. Le sujet principal, c'est le changement d'échelle. On a des expériences, des initiatives qui ont été financées, souvent par l'argent public, et qui ont marché : l'agroécologie, la production de déchets, la production énergétique, l'économie circulaire... On sait ce qu'il faut faire. Le seul moyen de changer d'échelle, c'est de créer cette condition du plan de transition.

@qui.fr - En décembre dernier, la région Nouvelle-Aquitaine a acté la création de l'Agence régionale de la

biodiversité. Quel est son rôle au sein des politiques publiques régionales et quels sont les résultats de ses premiers travaux ?

N.T - L'agence régionale de la biodiversité est en fait le seul endroit où, de manière officielle, peuvent discuter tous les acteurs concernés par la biodiversité. Chasseurs, pêcheurs, forestiers, associations environnementales, entreprises, agriculteurs : tout le monde participe à la gouvernance de cette structure. Ils ont tous ce même intérêt de préserver la biodiversité. C'est une structure récente mais elle a déjà fait un gros travail de centralisation des données naturalistes. Beaucoup de ces données étaient détenues séparément par des associations ou des organismes publics, ce regroupement a permis de faire de cette agence un point d'entrée. C'est aussi très précieux dans la définition des corridors auxquels nous sommes en train de réfléchir. L'Agence devra à l'avenir être plus proactive dans l'accompagnement des intercommunalités. Elle est par exemple en train de travailler sur le PLUI (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) sur les enjeux de protection des espèces et une prise en compte de la biodiversité par ces collectivités. C'est un lieu d'échange, pas une autorité, mais c'est un point d'entrée sur le territoire, autant pour une métropole comme Bordeaux que pour des communes de 200 ou 300 habitants.

La Nouvelle-Aquitaine: "un laboratoire extraordinaire"

@qui.fr - Pour revenir sur le sujet de l'agriculture, les récents débats autour de la nouvelle PAC au niveau européen ne semblent pas valoriser ce fameux "changement de modèle agricole"...

N.T - Si la nouvelle PAC n'est pas à la hauteur de l'enjeu, ce sera une catastrophe. Le gouvernement doit négocier, j'espère qu'ils ont conscience des enjeux. C'est un des principaux leviers pour faire muter l'agriculture. 30% des agriculteurs captent 70% de la PAC. Dans ce pourcentage ne se trouvent pas forcément ceux qui ont le modèle le plus vertueux. Plus l'exploitation est grande, en monoculture et consommatrice d'eau et plus vous touchez d'aide. A l'inverse, les circuits courts, locaux et sains ne sont pas récompensés. Ça pose un problème aussi pour la région : le levier politique est un levier de changement mais le rapport du GIEC le met en face de ses responsabilités. Ce qu'il faut, c'est que plus un seul euro public ne soit voté sans qu'il n'y ait cette condition de transition quel que soit le secteur.

@qui.fr - La Nouvelle-Aquitaine s'étend sur 84 100 kilomètres carrés, 900 kilomètres de littoral et des types de paysages très variés et riches en biodiversité (36 espaces naturels protégés, quatre parcs naturels régionaux, ect.). Lorsque les voix s'accordent pour dire que les conséquences du rapport du GIEC doivent être une prise en compte politique, pensez-vous que cette région peut être une locomotive ?

N.T - Ce qui est très intéressant dans cette région, c'est qu'on a des écosystèmes naturels très variés et assez uniques en Europe : le littoral, le Limousin qui est un peu le château d'eau des bassins Loire-Bretagne et Adour-Garonne ou la forêt des Landes n'en sont que quelques exemples. En même temps, c'est l'une des régions qui s'est le plus réchauffée au vingtième siècle, quasiment un degré. Cela dit, je pense que c'est un laboratoire extraordinaire. Si on réussit la transition ici, c'est qu'on peut la réussir quasiment partout ailleurs. Ça veut aussi dire que l'on doit être sur tous les fronts : on a une somme d'atouts et de difficultés assez représentatifs. Il faut faire face à des questions aussi variées que le littoral, la montagne, l'agriculture, la sortie des pesticides, l'eau, etc. Mais je pense que si on réussit ici, ça veut dire que c'est possible. Il faut le montrer, d'autant plus que nous n'avons d'autre choix.



Romain Béteille

Crédit Photo : aqui.fr

Publié sur aqui.fr le 10/10/2018

[Url de cet article](#)